

1989



TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES,
CAMARADES, CHERS AMIS,

L'USAGE VEUT QUE L'ON TERMINE LES DISCOURS DU 1ER MAI PAR LES MOTS "TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES, TOUS UNIS NOUS SOMMES FORTS". C'EST PAR CES MOTS QUE J'AIMERAIS COMMENCER MON ALLOCUTION, POUR SALUER L'UNION DE L'ENSEMBLE DU MOUVEMENT SYNDICAL ET DE TOUTES LES FORCES DE GAUCHE DANS CETTE COMMEMORATION GENEVOISE DU 1ER MAI.

C'EST CET ESPRIT DE SOLIDARITE QUI NOUS PERMET DE REJOINDRE DANS LEURS PREOCCUPATIONS ET LEURS LUTTES LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES DES AUTRES PAYS DU MONDE. L'HUMANITE A PASSE LE CAP DES 5 MILLIARDS D'ETRES HUMAINS, DONT ENVIRON 1 MILLIARD VIVENT DANS DES CONDITIONS PRECAIRES, SANS ABRIS, SANS ASSURANCE DE SURVIE POUR LE LENDEMAIN.

CES FEMMES ET CES HOMMES N'ONT QUE PEU D'ESPOIR DE SE LIBERER DE LEUR MISERE, VIVANT DANS LES PAYS DONT L'ENDETTEMENT LES CONDUIT A LA FAILLITE.

LA PLACE FINANCIERE SUISSE EST CO-RESPONSABLE DE LA CRISE D'ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE, D'UNE PART, LES BANQUES ONT ACCORDE DES CREDITS POUR DES PROJETS INSENSÉS NE SERVANT QU'AU PRESTIGE DES HOMMES DE POUVOIR, D'AUTRE PART, LA SUISSE PARTICIPE SANS VERGOGNE AU PILLAGE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, EN ACCUEILLANT DANS SES BANQUES L'ARGENT DETOURNE PAR LES DICTATEURS, DES MILLIARDS VOLES A LEUR PROPRE PEUPLE, MAIS AUSSI L'ARGENT SALE PROVENANT DU RECYCLAGE DE BENEFICES D'OPERATIONS LIEES AU TRAFIC DE LA DROGUE ET AU COMMERCE DE MATERIEL MILITAIRE.

LA PLACE FINANCIERE SUISSE EST LE LIEU PRIVILEGIE OU L'ON PEUT SANS AUTRE BLANCHIR L'ARGENT VOLE AUX PLUS PAUVRES DE CE MONDE.

NOUS, NOUS VOULONS UNE SUISSE DIFFERENTE, UNE SUISSE DONT LA NEUTRALITE SERVIRAIT A L'ENTENTE ENTRE LES PEUPLES, UNE SUISSE OUVERTE, SOLIDAIRE ET ACCUEILLANTE A L'EGARD DE CEUX QUI CHERCHENT REFUGE DANS NOTRE PAYS CONTRE LA PERSECUTION OU LA MISERE.

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES, CAMARADES, CHERS AMIS, L'ACTION DU MOUVEMENT OUVRIER S'EST TOUJOURS DEPLOYEE DANS LA MEME DIRECTION, CELLE D'UNE SOCIETE PLUS JUSTE, PLUS EQUITABLE, PLUS SOLIDAIRE, CELLE D'UNE DEMOCRATIE ECONOMIQUE AUTANT QUE POLITIQUE, OU LES INTERESSES NE SERAIENT PLUS DEPOUILLES DU DROIT DE DECIDER DE LEURS PROPRES CONDITIONS D'EXISTENCE ET DE LA QUALITE DE LEUR VIE. OR, LA DEMOCRATIE QUE NOUS CONNAISSONS RESSEMBLE PAR TROP A UNE DEMOCRATIE DE CLASSE : 1/3 DES HABITANTS DE NOTRE CANTON, SONT PRIVES DE TOUS DROITS POLITIQUES, PARCE QU'ETRANGERS. NOS PREDECESSEURS, NOS CONTEMPORAINS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT LUTTENT SURTOUT POUR AVOIR LEUR MOT A DIRE. POUR LEUR LIBERTE ET POUR LEUR DIGNITE.

NOUS AUSSI.

LE 4 JUIN PROCHAIN, LES ELECTEURS DEVRONT SE PRONONCER POUR OU CONTRE LE PROJET DE LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE. LE PRINCIPE DE LA LIBERTE DE NEGOCIER DES CONDITIONS DE TRAVAIL ENTRE EMPLOYEUR

ET ORGANISATIONS SYNDICALES EST PUREMENT ET SIMPLEMENT NIE PAR CE PROJET DE LOI.

AU-DELA DES SALARIES DE LA FONCTION PUBLIQUE CANTONALE, C'EST LE SYNDICALISME DANS SON ENSEMBLE ET TOUS LES TRAVAILLEURS DU CANTON QUI SONT ATTAQUES. L'ACCEPTATION DE CE PROJET RENFORCERAIT LE POUVOIR DES MILIEUX PATRONAUX DANS TOUTES LES SPHERES DE LA VIE SOCIALE ET PUBLIQUE, CE QUI N'EST EVIDEMMENT PAS DANS L'INTERET DE LA DEMOCRATIE, NI DES PLUS MAL LOTIS.

D'AILLEURS LES PATRONS NE FONT PAS MYSTERE DE LEURS INTENTIONS AU CAS OU ILS GAGNERAIENT CETTE VOTATION POPULAIRE : OUVRIR LA PORTE A UNE DEREGLEMENTATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR PUBLIC, INTRODUIRE LE SALAIRE DU MERITE, AUGMENTER LES TRAITEMENTS DES HAUTS CADRES MAIS BLOQUER TOUS LES BAS SALAIRES, VOILA LEUR CONCEPTION DE LA LIBERTE, DE LA DIGNITE ET DE LA JUSTICE SOCIALE.

LES FONCTIONNAIRES NE SONT PAS DES TRAVAILLEURS A PART ET NOUS SOMMES TOUS VISES PAR CETTE STRATEGIE DE DEREGLEMENTATION, SOUS L'APPARENCE DE LA LIBERTE, LE PATRONAT TENTE DE DRESSER LES TRAVAILLEURS LES UNS CONTRE LES AUTRES EN FAISANT CROIRE QUE LES SALARIES DU SECTEUR PUBLIC SONT UNE CASTE DE PRIVILEGES. LES SALARIES DU SECTEUR PUBLIC SONT AU SERVICE DE LA POPULATION ET DE L'ETAT, ILS NE DEMANDENT QU'A CONTINUER A TRAVAILLER DE LA MEME MANIERE, EFFICACEMENT, ET POUR CELA UN NOUVEL ARTICLE CONSTITUTIONNEL N'EST PAS NECESSAIRE.

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES, RIEN N'EST JAMAIS ACQUIS. NOUS VIVONS UNE EPOQUE OU LES TRAVAILLEURS DE NOTRE CANTON, LES TRAVAILLEURS LES PLUS DEFAVORISES, LES TRAVAILLEURS ETRANGERS, LES SAISONNIERS, LES FEMMES SONT DANS UNE SITUATION PRECAIRE. MEME LE DROIT FONDAMENTAL A L'EGALITE DE TRAITEMENT ENTRE HOMMES ET FEMMES SERT PRIORITAIREMENT AU DEMANTELEMENT DES ACQUIS SOCIAUX. AINSI, LES DIFFICULTES DES FEMMES A CONCILIER L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE ET LES OBLIGATIONS FAMILIALES SONT PRESENTEES COMME DES PROBLEMES D'ORDRE PERSONNEL QUI NE PEUVENT ETRE RESOLUS QUE PAR DES SOLUTIONS INDIVIDUELLES.

L'HYPOCRISIE DE NOTRE SOCIETE DEPASSE TOUTES LES BORNES A L'EGARD DES FEMMES. LA QUESTION DE L'AVORTEMENT N'EST TOUJOURS PAS RESOLUE, ON VEUT LEUR IMPOSER LE TRAVAIL DE NUI, L'ASSURANCE MATERNITE ET LE CONGE MATERNITE ONT ETE BALAYES. QUANT A L'AVS, LE CONSEIL FEDERAL EN ECHANGE DE QUELQUES REPLATRAGES DANS L'EGALITE ENTRE HOMMES ET FEMMES, NOUS PROPOSE D'AUGMENTER L'AGE AVS DES FEMMES A 63 ANS, DANS LE BUT AVOUE D'ATTEINDRE L'EGALITE A 65 ANS POUR TOUT LE MONDE.

IL EST DES COMBATS QUI SONT DURS A MENER CAR, TOUT DE MEME, ON POUVAIT CROIRE QU'ON LES AVAIT DEPASSES. ON POUVAIT CROIRE PAR EXEMPLE QUE DANS UN CANTON A L'OPULENCE AUSSI VOYANTE QUE LE NOTRE, TOUS ET TOUTES PUISSENT SE LOGER.

MAIS AUJOURD'HUI A GENEVE, LA SITUATION SUR LE MARCHE DU LOGEMENT NE S'AMELIORE PAS, ELLE EMPIRE. CEUX QUI CHERCHENT UN LOGEMENT A UN PRIX ABORDABLE SAVENT QU'ON NE TROUVE RIEN, MEME LES LOGEMENTS HLM MIS EN LOCATION SONT CHERS. SI CHERS QUE CEUX QUI LES ONT CONSTRUITS DE LEURS MAINS NE PEUVENT ESPERER Y ACCEDER.

AUJOURD'HUI A GENEVE, LE MARCHE DU LOGEMENT EST ASSECHE, IL Y PENURIE GRAVE DE LOGEMENTS, PENURIE UTILISEE SANS VERGOGNE PAR

CERTAINS POUR GAGNER DE L'ARGENT. LES IMMEUBLES PASSENT DE MAINS EN MAINS, ILS SONT ACHETES ET VENDUS CHAQUE FOIS PLUS CHERS MAIS QU'A CELA NE TIENNE, LES PRIX D'ACHAT SURFAITS SONT FINANCES PAR LES LOCATAIRES : LES HAUSSES DE LOYER AU CHANGEMENT DE LOCATAIRES ATTEignent DES MONTANTS QUE NE JUSTIFIE PAS LA REMISE EN ETAT DU LOGEMENT. BIEN DES BAILLEURS TENTENT DE VIDER LES LOCATAIRES EN PLACE POUR EN INTRODUIRE DE NOUVEAUX A QUI IL EST FACILE DE FAIRE ACCEPTER DES HAUSSES DE LOYER EXORBITANTES.

DES CENTAINES DE LOCATAIRES REÇOIVENT DES CONGES QUI SONT DONNES DANS DES BUTS PUREMENT SPECULATIFS. DES SPECULATEURS SANS SCRUPULE ORGANISENT LA PENURIE. ILS VIDENT LES LOGEMENTS POUR FAIRE ENCORE PLUS D'ARGENT. LES JEUNES, CEUX QUI FONDENT UN FOYER, LES FAMILLES NOMBREUSES, LES PERSONNES AGEES, LES HANDICAPES, LES PERSONNES SEULES AVEC ENFANTS, LES SAISONNIERS ET DE MANIERE GENERALE, LES PERSONNES A REVENUS FAIBLES OU MOYENS SONT GRAVEMENT TOUCHES.

LA CRISE DU LOGEMENT ACCENTUE LES INEGALITES ECONOMIQUES ET SOCIALES. C'EST SCANDALEUX ET INADMISSIBLE.

MAIS LA SPECULATION IMMOBILIERE EMPOISONNE AUSSI L'ECONOMIE. CERTAINES ENTREPRISES FONT L'OBJET DE RAIDS FINANCIERS DANS LE SEUL BUT DE S'APPROPRIER LA PLUS-VALUE DE LEUR PATRIMOINE IMMOBILIER. DES INDUSTRIES IMPORTANTES SONT INCITEES A LIQUIDER LEURS ACTIVITES POUR PERMETTRE A UNE POIGNEE DE NANTIS DE VENDRE LEURS TERRAINS A DES PRIX FABULEUX, C'EST SCANDALEUX ET INADMISSIBLE.

ENFIN, LA SPECULATION DEGRADE LA QUALITE DE NOTRE VIE, EN FAVORISANT LA CONSTRUCTION DE LOCAUX ADMINISTRATIFS AU DETRIMENT DU LOGEMENT, EN REDUISANT LA QUALITE DES LOGEMENTS, EN FAVORISANT L'ENTASSEMENT DU PLUS GRAND NOMBRE DE LOCAUX SUR LA PLUS PETITE SURFACE POSSIBLE, SANS EGARD POUR LES EQUIPEMENTS COLLECTIFS ET LES ESPACES VERTS.

LA CRISE DU LOGEMENT, LES MEFAITS DE LA SPECULATION PROUVENT QUE LA LUTTE POUR LA JUSTICE SOCIALE, LA LUTTE POUR LA LIBERTE ET LA DIGNITE EST AUSSI LA LUTTE POUR L'ENVIRONNEMENT. LE MANQUE DE LOGEMENTS, LA DEGRADATION DE LA QUALITE DU MILIEU NATUREL, LA PERTE D'ESPACES VERTS AFFECTENT D'AUTANT PLUS DUREMENT QUE L'ON EST MOINS PRIVILEGIE, ILS FRAPPENT D'ABORD LES HABITANTS DES QUARTIERS POPULAIRES.

LE 1ER MAI EST L'OCCASION DE DIRE AVEC FORCE LA NECESSITE D'UNE SOLIDARITE RENOUVELEE DE TOUTES LES CATEGORIES DE TRAVAILLEURS ET DE TRAVAILLEUSES.

LES BANQUES ET LES PARTIS DE DROITE SONT D'ACCORD : LES UNES FINANCENT LES PIRES SPECULATIONS FONCIERES, LES AUTRES S'OPPOSENT AU MAINTIEN ET AU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL. ILS CHERCHENT MEME A DEMANTELER LE CONTRÔLE DES PRIX DES TERRAINS ALORS QU'IL S'AGIT DU SEUL MOYEN POUR CONSTRUIRE DES LOGEMENTS BON MARCHE.

NOUS, TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, NOUS REAFFIRMONS QU'IL NE SAURAIT Y AVOIR DE JUSTICE SOCIALE SANS SECURITE DU LOGEMENT ET SANS UN VERITABLE DROIT AU LOGEMENT. NOUS CONTINUERONS A NOUS BATTRE POUR METTRE FIN A LA SPECULATION FONCIERE ET POUR QUE DES LOGEMENTS BON MARCHE SOIENT CONSTRUITS EN SUFFISANCE.

VIVE LES TRAVAILLEURS, VIVE LA LIBERTE, VIVE LA SOLIDARITE, VIVE
LE 1ER MAI.

1ER MAI 1989.

MICHELINE CALMY-REY

PRESIDENTE DU PARTI SOCIALISTE GENEVOIS.